

Quarante huit heures après la proclamation officielle des résultats de l'élection présidentielle au Vénézuéla, François Hollande n'a toujours pas envoyé le moindre signe à l'attention du président élu, Nicolas Maduro. Cette attente n'a que trop duré. Qu'elle se poursuive et elle apparaîtra même comme un soutien implicite à l'entreprise de déstabilisation orchestrée par Henrique Capriles. Ce dernier poursuit en effet une stratégie de tension dangereuse pour la démocratie. Hier soir les manifestations auxquelles il a appelé ont dégénéré, un militant Chaviste ayant même été tué par balle. De nouveau il appelle ce soir ses partisans à manifester vers le Conseil National Electoral, l'instant autonome qui organise et garantit le bon déroulement du vote.

Au moment où les USA croient pouvoir "exiger" un recomptage, menaçant comme aux pires heures de l'histoire du continent sud américain, le silence du président français s'il persistait s'apparenterait à un encouragement à déstabiliser le système démocratique...

Le Parti gauche demande donc officiellement à François Hollande de reconnaître sans tarder l'élection de Nicolas Maduro. Tous les observateurs, dont plusieurs membres du PG, sur place ont pu témoigner du bon déroulement du vote et la vitalité de la démocratie au Venezuela : 80 % de votants, une ambiance sereine dans les bureaux de vote, un scrutin électronique vérifié manuellement dans 52 % des bureaux comme la loi le réclame. A bien des égards la démocratie au Venezuela est un exemple y compris pour les pays de l'Union Européenne. Elle ne doit pas être menacée. Que François Hollande prenne sa part dans sa défense... sinon comme le disait Allende "La honte tombera sur ceux qui ont trahi leurs convictions"